



Numéro PPQ/9294

jeudi 5 février 2015

Les grands titres:

- Ebola : un responsable de l'ONU appelle à ne pas relâcher les efforts
- Ukraine : Ban Ki-moon demande l'évacuation des civils de Debaltseve
- Guinée-Bissau : la situation reste fragile, selon l'envoyé de l'ONU
- Le Conseil de sécurité condamne l'escalade des attaques par Boko Haram
- L'ONU appelle les pays de la région des Grands Lacs à s'unir contre les FDLR
- La FAO prévoit une production céréalière exceptionnelle
- Gabon : l'ONU salue la décision réhabilitant un parti d'opposition dissous en 2011
- A Washington, le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle à repenser l'éducation pour prévenir les atrocités
- Un Bulgare nommé Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Moyen-Orient

Ebola : un responsable de l'ONU appelle à ne pas relâcher les efforts



5 février - De retour à New York après une visite d'une semaine dans les pays affectés par l'épidémie d'Ebola, le Directeur des opérations du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), John Ging, a appelé jeudi la communauté internationale à ne pas faire preuve de complaisance dans la phase la plus difficile ayant pour but d'éliminer le virus.

« Nos partenaires m'ont dit à plusieurs reprises que la dernière ligne droite dans la lutte contre Ebola sera la plus difficile », a déclaré M. Ging lors d'une conférence de presse à New York. « Bien que des progrès remarquables aient été accomplis, nous ne devons pas oublier qu'il suffit d'un seul nouveau cas pour déclencher une nouvelle épidémie ».

Selon l'OMS, près de 22.500 cas d'Ebola ont été signalés dans les trois pays les plus touchés depuis le début de l'épidémie en 2014, et près de 9.000 personnes sont mortes en raison de ce virus.

Bien que le nombre de nouveaux cas ait chuté de façon spectaculaire depuis le pic de l'épidémie, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée ont observé une augmentation du nombre de nouveaux cas la semaine dernière, montrant ainsi que la bataille n'est pas encore gagnée.

« Les communautés se sont mobilisées d'une manière sans précédent pour lutter contre cette épidémie dévastatrice », a déclaré John Ging. « Mais il y a encore beaucoup trop de cas que nous sommes incapables de retracer. Nous ne devons pas faire preuve de complaisance ».

Alors que la lutte contre le virus Ebola reste la priorité, M. Ging a constaté que les besoins humanitaires générés par cette crise sanitaire sont immenses dans les trois pays.



Ainsi, des milliers d'enfants sont devenus orphelins ; les personnes qui ont survécu à l'épidémie sont traumatisées à la fois physiquement et psychologiquement, et beaucoup sont incapables de rentrer chez elles en raison de la stigmatisation ; la fermeture des écoles a laissé plus de 5 millions d'enfants sans éducation pendant des mois ; et la malnutrition - déjà répandue dans ces trois pays - pourrait augmenter dans les mois à venir.

« Au cours de l'année écoulée, les populations du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée ont affronté la peur, la douleur, le chagrin et la souffrance avec courage et détermination », a souligné John Ging. « L'espoir est de retour mais les défis sont énormes. La communauté internationale doit maintenir le cap, non seulement pour éliminer le virus, mais pour aider au relèvement » des pays affectés.

Ukraine : Ban Ki-moon demande l'évacuation des civils de Debaltseve



5 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré jeudi gravement préoccupé par la situation dans l'est de l'Ukraine, notamment par les souffrances des civils pris au piège dans la ville de Debaltseve, où les combats font rage.

« L'offensive rebelle se poursuit et des civils meurent chaque jour un peu plus », a déploré le chef de l'ONU par l'intermédiaire de son porte-parole dans un communiqué de presse publié à New York.

Le Secrétaire général a condamné dans les termes les plus vifs les derniers rapports faisant état de « bombardements aveugles » de civils dans la région et a appelé les deux parties à retirer immédiatement leurs positions militaires des zones à forte densité de population civile.

M. Ban s'est joint aux autres membres de la communauté internationale pour appuyer la proposition de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) d'établir une trêve temporaire qui permettrait d'évacuer immédiatement les civils pris au piège à Debaltseve, sans accès à des services de base.

Selon la presse, cette ville de la région de Donetsk dans l'est de l'Ukraine a été le théâtre d'intenses affrontements ces derniers jours entre les rebelles et le gouvernement ukrainien, au point que la lutte pour son contrôle est devenue l'épicentre stratégique et symbolique du conflit dans le pays.

Le Secrétaire général a par ailleurs réitéré son appel pour l'établissement d'un cessez-le-feu global et durable, ainsi que pour la conduite d'une action politique et diplomatique d'urgence.

Se disant prêt à appuyer la consolidation d'un processus de paix viable, M. Ban a demandé aux parties et à la communauté internationale dans son ensemble d'assumer leurs responsabilités respectives afin de mettre fin au conflit.

Guinée-Bissau : la situation reste fragile, selon l'envoyé de l'ONU



5 février - Malgré les efforts des autorités de Guinée-Bissau, la situation reste fragile dans ce pays qui a encore besoin du soutien de la communauté internationale, a déclaré jeudi le Représentant spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau, Miguel Trovoada.

« Le retour à l'ordre constitutionnel, aussi positif qu'il ait été, n'a pas encore permis de s'attaquer aux causes fondamentales de l'instabilité en Guinée-Bissau », a dit M. Trovoada lors d'un exposé devant les membres du Conseil de sécurité.

« Cela veut dire que l'environnement politico-social se caractérise par un climat où l'espoir d'un avenir dégagé d'incertitudes cohabite avec une situation de stabilité encore fragile », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial a mentionné un certain nombre d'avancées positives réalisées par le gouvernement.

« En ce qui concerne la réforme des forces de défense et de sécurité, la ministre titulaire de ce secteur a introduit de nouveaux amendements à la législation sur la création du Fonds spécial de pension. Elle a également présenté au Premier ministre une liste du personnel éligible à la démobilisation et à la retraite », a-t-il noté.

« Au mois de janvier dernier, la Ministre de la justice a conduit la révision et la validation du programme proposé de la réforme du secteur judiciaire », a-t-il ajouté. « Là encore, c'est une étape importante vers l'établissement d'une justice accessible, plus transparente et plus crédible, en Guinée-Bissau ».

Selon le Représentant spécial, la Guinée-Bissau a toujours besoin d'un soutien, notamment pour consolider les institutions démocratiques, restructurer le secteur de défense et de sécurité, renforcer le système judiciaire, améliorer le fonctionnement de l'administration publique et augmenter sa capacité à combattre l'impunité et la criminalité transnationale.

M. Trovoda a précisé que le Secrétaire général de l'ONU recommandait le renforcement des bons offices de son Représentant spécial. Il a toutefois ajouté que « l'assistance apportée par la communauté internationale à la Guinée-Bissau ne saurait durer éternellement ».

« Les défis sont énormes, nombreux et complexes, mais ils ne sont pas insurmontables. La consolidation de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau, condition indispensable du développement, exige des efforts conjoints, de la patience et de la persévérance », a-t-il conclu.

Le Conseil de sécurité condamne l'escalade des attaques par Boko Haram



5 février - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fermement condamné jeudi l'escalade des attaques perpétrées par « les terroristes de Boko Haram » contre les troupes tchadiennes et les civils dans la zone à la frontière entre le Cameroun et le Nigéria.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont notamment dénoncé une attaque le 3 février contre le contingent de l'armée tchadienne déployé au Cameroun et au Nigéria pour combattre Boko Haram, qui a fait 13 morts parmi les soldats tchadiens et 21 blessés ; et une attaque le 4 février contre la population civile et des soldats camerounais à Fotokol, qui a fait trois morts parmi les soldats camerounais et tué de nombreux civils.

Les membres du Conseil ont souligné que la contre-attaque par l'armée tchadienne contre Boko Haram en territoire nigérian a été menée avec le consentement et la collaboration du Nigéria.

Ils ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes et leur sympathie à ceux qui ont été blessés dans ces attaques, ainsi qu'aux peuples et aux gouvernements du Tchad et du Cameroun.

« Les membres du Conseil de sécurité ont salué l'assistance rapide de l'armée tchadienne dans la lutte contre Boko Haram au Nigéria, qui a permis de reprendre du terrain sur Boko Haram », a souligné la déclaration à la presse.

Le Conseil de sécurité a réitéré sa profonde préoccupation sur le fait que les activités de Boko Haram fragilisent la paix et la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. Les membres du Conseil ont exhorté les pays de la région à renforcer les opérations militaires régionales et la coordination pour combattre de manière efficace et immédiate Boko Haram.

L'ONU appelle les pays de la région des Grands Lacs à s'unir contre les FDLR



5 février - Les pays de la région des Grands Lacs doivent unir leurs efforts pour neutraliser les forces déstabilisatrices dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et soutenir les opérations militaires contre les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), a déclaré jeudi un haut responsable de l'ONU.

« Les pays de la région devraient rester unis dans leurs efforts visant à neutraliser toutes les forces négatives dans l'est de la RDC et à soutenir une action militaire contre les FDLR », a déclaré l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands

Lacs, Saïd Djinnit, dans un communiqué de presse rendu public à Kigali, au Rwanda.

M. Djinnit a conclu mercredi une visite dans la capitale rwandaise à l'occasion de laquelle il a rencontré la Ministre des affaires étrangères du pays, Louise Mushikiwabo, le Ministre de la défense, James Kabarebe et d'autres hauts fonctionnaires rwandais, afin de discuter de la paix et la sécurité dans la région. Il s'est également entretenu avec le Président de la Commission rwandaise de démobilisation et réintégration (CRDR), Jean Sayinzoga.

Durant sa visite, l'Envoyé spécial a réaffirmé son soutien et celui de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) au gouvernement de la RDC dans la conduite d'opérations militaires contre les FDLR, « qui ont causé des souffrances indicibles à de nombreux innocents ». M. Djinnit a également encouragé les autorités du Rwanda à rester engagées à mettre en œuvre l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, signé à Addis-Abeba le 24 février 2013.

Au cours des différentes réunions auxquelles il a assisté durant sa visite, M. Djinnit a souligné l'importance de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de l'instabilité dans la région, notamment aux défis d'ordre socio-économique et à la question de la gouvernance.

L'Envoyé spécial a en outre souligné l'importance de promouvoir le renforcement de la confiance et de la coopération économique entre les pays de la région, deux objectifs essentiels de l'accord-cadre du 24 février 2013. À cet égard, il a encouragé les efforts en cours pour la convocation du prochain sommet de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), qui devrait réunir les chefs d'Etat du Burundi, de la RDC et du Rwanda.

La FAO prévoit une production céréalière exceptionnelle



5 février - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé jeudi avoir révisé ses estimations de la production céréalière mondiale de 2014 à un niveau record, et d'après les premières prévisions, prévoit des récoltes favorables pour 2015.

Le dernier 'Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales' estime à 2.534 millions de tonnes la production de céréales en 2014.

Quant à la prochaine campagne 2015, le blé d'hiver désormais semé dans l'hémisphère nord a bénéficié d'un temps généralement favorable. En Amérique du Nord et au Proche-Orient, les superficies emblavées ont augmenté, ce qui a compensé des réductions en Fédération de Russie et dans certaines parties de l'Extrême-Orient. Dans l'ensemble, les conditions du maïs dans l'hémisphère sud sont également satisfaisantes, même si la baisse des cours du maïs a entraîné une réduction des semis en Amérique du Sud, souligne la FAO.

En 2015, les stocks céréaliers mondiaux sont estimés à environ 623 millions de tonnes, en hausse de 8% par rapport à il y a un an. Les stocks de blé et de maïs devraient augmenter, tandis que ceux du riz devraient baisser de quelque 4 millions de tonnes en 2015, avec d'importantes réductions en Inde, en Indonésie et en Thaïlande.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a poursuivi son recul en janvier, s'établissant aux alentours de 182,7 points, soit 1,9% de moins qu'en décembre 2014.

Cette baisse traduit les bonnes anticipations de la production. En effet, L'Indice affiche une tendance à la baisse depuis avril 2014. Le déclin de janvier est déterminé en partie par l'abondance des stocks, par le raffermissement continu du dollar ainsi que par les faibles prix du pétrole.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré en fonction des échanges commerciaux qui mesure la variation mensuelle des cours internationaux de cinq grandes catégories de denrées alimentaires: céréales, viande, produits laitiers, huiles végétales et sucre.

L'Indice FAO des prix céréaliers était en moyenne de 177,4 points en janvier, en repli de 3,6% par rapport au mois précédent, et inférieur de 34% à son pic de juin 2008. Les cours mondiaux du blé ont chuté de 7% par rapport à décembre, ce qui reflète une offre abondante.

L'Indice FAO des huiles végétales a également chuté à 156 points, en recul de 2,9% par rapport à décembre 2014 et son plus bas niveau depuis octobre 2009. Le déclin s'explique en grande partie par l'abondance des disponibilités d'huile de soja et la baisse des cours de l'huile brute, qui rendent moins attrayante l'utilisation d'huiles végétales pour la production de biodiesel.

L'Indice FAO des prix de la viande a fléchi de 1,6% en janvier pour s'établir en moyenne à 194,3 points, essentiellement du fait du raffermissement du dollar américain (notamment face à l'euro) et d'abondantes disponibilités mondiales de viande de porc à l'exportation.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers est resté stable en janvier, autour de 173,8 points, la hausse des prix du beurre – en partie due au repli de l'euro – compensant la baisse des prix du fromage et du lait écrémé en poudre.

L'Indice FAO des prix du sucre est resté quasiment inchangé par rapport à décembre, avoisinant les 217,7 points.

L'indice de la viande est le seul à avoir augmenté depuis janvier 2014 (+ 6,6 %). L'indice des produits laitiers a accusé le plus fort repli durant la même période de 12 mois (- 35%).

Gabon : l'ONU salue la décision réhabilitant un parti d'opposition dissous en 2011



Abdoulaye Bathily. Photo ONU/Eskinder Debebe

5 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Abdoulaye Bathily, a salué jeudi la récente décision du gouvernement du Gabon réactivant le Conseil national de la démocratie (CND) ainsi que celle réhabilitant l'Union nationale, un parti de l'opposition dissout par arrêté ministériel le 27 janvier 2011.

« Il s'agit d'une bonne nouvelle dans le contexte actuel. Je lance un appel aux leaders de l'opposition afin qu'ils saisissent cette main tendue du gouvernement et mettent à profit cette opportunité pour s'engager pleinement dans le jeu politique et participer aux débats sur les enjeux liés au développement du Gabon », a souligné M. Bathily.

« Je félicite les hautes autorités gabonaises pour cette initiative. Je les encourage à poursuivre cet élan d'ouverture, y compris en garantissant de manière effective les libertés fondamentales et en promouvant un environnement permettant aux partis politiques d'exercer leurs activités sans entraves », a ajouté le Représentant spécial.

M. Bathily a renouvelé sa disponibilité à continuer à travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs socio-politiques gabonais pour renforcer le climat d'apaisement et favoriser un dialogue fécond entre l'opposition et le gouvernement.

« Le Gabon fait partie des pays de la sous-région qui vont organiser les élections présidentielles en 2016. Il est nécessaire d'œuvrer de manière concertée pour que celles-ci se déroulent dans de bonnes conditions, c'est-à-dire sans violences », a conclu le Représentant spécial, exhortant, une fois de plus, toutes les parties prenantes à privilégier la paix et la cohésion sociale.

A Washington, le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle à repenser l'éducation pour prévenir les atrocités



5 février - En visite dans la capitale des Etats-Unis, Washington, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé jeudi à une refonte globale de l'éducation pour lutter contre les causes des conflits et empêcher que des atrocités ne soient commises à travers le monde.

Dans un discours prononcé à l'Holocaust Memorial Museum (Musée du mémorial de l'Holocauste), une semaine après la célébration du 70ème anniversaire de la libération du camp d'extermination nazi d' Auschwitz-Birkenau, M. Zeid s'est livré à une analyse des processus et défaillances humaines ayant permis aux Nazis de mener à bien « la plus grande entreprise organisée de destruction humaine de l'Histoire ». Des processus similaires, a-t-il souligné, sous-tendent les atrocités commises par l'Etat islamique d'Iraq et du levant (EIIL) en Syrie et en Iraq, ainsi que par d'autres groupes adeptes de la même idéologie takfiriste en Somalie, au Nigéria, au Pakistan et ailleurs.

Le Haut-Commissaire a cité une déclaration du leader nazi Hermann Goering, selon qui « entraîner le peuple est toujours chose facile, que l'on soit en démocratie, dans une dictature fasciste, au sein d'un parlement ou dans une dictature communiste ».

« Cette même logique est devenue monnaie courante dans le monde actuel : 'Je torture parce qu'une guerre justifie mes agissements. J'espionne mes citoyens, aussi répugnant soit-il, parce que le terrorisme l'exige. Je ne veux pas de nouveaux immigrants ou je discrimine les minorités parce que notre identité communautaire ou mon mode de vie est menacé comme jamais auparavant. Je tue les autres, parce que les autres vont me tuer – et ainsi de suite, encore et encore », a déploré M. Zeid.

Le Haut-Commissaire a noté que les droits de l'homme sont le seul recours afin de prévenir ces atrocités, ajoutant cependant que les dirigeants choisissent trop souvent délibérément de les ignorer.

Selon M. Zeid, les représailles violentes contre les auteurs des atrocités ont seulement des effets limités. « Les bombarder ou couper leurs moyens de financement n'est clairement pas suffisant », a-t-il dit, dans la mesure où ces groupes n'ont cessé de proliférer et de gagner du terrain. « Il est nécessaire de combattre sur un front différent [...] basé sur les idées ».

« La clé est de repenser la façon dont l'éducation est dispensée à travers le monde », a estimé le Haut-Commissaire, appelant de ses vœux un « enseignement allant au-delà de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique pour inclure les compétences et les valeurs susceptible d'inciter les individus à agir avec responsabilité et avec respect ».

« L'humanité a-t-elle bénéficié du fait que Josef Mengele ait été diplômé en médecine et en anthropologie, sachant qu'il a été capable de commettre les crimes les plus inhumains? Huit des quinze personnes qui ont planifié l'Holocauste à [la Conférence de] Wannsee en 1942 étaient diplômées de doctorats », a ajouté M. Zeid, soulignant que seule une éducation incorporant une importante dimension universelle en matière de droits de l'homme permettra de lutter contre les atrocités.

« Tous les enfants, dès le plus jeune âge, devrait recevoir un enseignement axé sur les droits de l'homme », a insisté le Haut-Commissaire. « Les enfants du monde entier ont besoin d'apprendre ce que sont le fanatisme et l'intolérance, et les terribles effets qu'ils peuvent produire. Ils ont besoin d'apprendre que l'obéissance aveugle peut être exploitée par des figures d'autorité à des fins néfastes. Ils doivent aussi apprendre que l'endroit où ils sont nés, leur apparence, leur passeport, leur classe sociale, leur caste ou la religion de leurs parents ne font pas d'eux des êtres exceptionnels; ils doivent apprendre que personne n'est intrinsèquement supérieur à ses sœurs et frères humains ».

Un Bulgare nommé Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Moyen-Orient



5 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé jeudi la nomination de Nickolay Mladenov, de la Bulgarie, en tant que Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et comme son Représentant personnel auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

M. Mladenov succède à Robert Serry, des Pays-Bas, auquel le Secrétaire général a exprimé sa reconnaissance pour son dévouement et son excellent leadership à la tête du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO).

Fort d'une expérience importante dans la fonction publique et les affaires internationales, M. Mladenov est actuellement le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

Par le passé, il a également occupé les fonctions de Ministre des affaires étrangères (2010-2013) et Ministre de la défense (2009-2010) de la Bulgarie. M. Mladenov a également été membre du Parlement européen (2007-2009) et du Parlement bulgare (2001-2005). Il a en outre occupé des postes variés dans les secteurs intergouvernemental et non-gouvernemental, y compris à la Banque mondiale et à l'Institut européen.